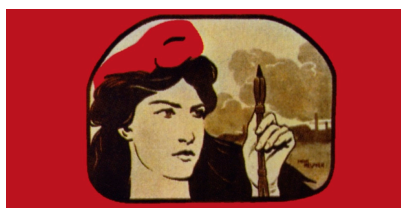


VOUS ÊTES ICI : ACCUEIL > ACTIVITÉS > CONFÉRENCES > TERRITOIRE(S)

Journée d'étude IDETCOM : Les symboles de la république - Actualité de l'article 2 de la Constitution de 1958

LE 15 NOVEMBRE 2012

Ouverture de la journée d'étude : 9h00  
Accueil des participants : à partir de 8h30  
Arsenal



-----

Cette journée d'étude s'inscrit dans le prolongement de celle que l'I.D.E.T.COM avait organisée en 2003 sur l'actualité de l'article 1er de la Constitution, à la suite de la révision constitutionnelle précisant l'organisation décentralisée de la République et qui avait été l'occasion de revisiter les grandes qualifications de la République (actes publiés aux Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, février 2005).

Il nous apparaît opportun de poursuivre la réflexion et le débat sur la République, héritière de valeurs et de principes incarnés par des symboles inscrits à l'article 2 de la Constitution.

« Signes de reconnaissance » (du grec « symbolon »), les symboles ont suscité et suscitent encore de nombreuses questions, dans un contexte politique et juridique profondément renouvelé, que l'on pense par exemple à la politique d'intégration, à la place de l'immigration dans l'histoire nationale ou à la démocratie délibérative.

L'analyse des symboles, qui peuvent être incompris, leur choix, qui peut être arbitraire, leur sens, qui peut reposer sur divers critères, leur transmission, qui n'emporte pas toutes les convictions, suscite autant de questionnements actuels sur les principes politiques fondant le pacte républicain.

La reconnaissance des langues régionales, la pénalisation de l'outrage public à l'hymne national et au drapeau, la remise en cause des idéaux démocratiques au nom du principe de réalité, la fin de l'uniformité de la République interrogent l'article 2.

Cette journée s'inscrit également dans un cadre voulu de dialogue, de débat, comme l'avait été la journée consacrée à l'article 1er. Elle ne vise pas à exposer une série d'interventions mais à présenter des communications, que nous avons demandé à quelques collègues ayant travaillé sur les thèmes d'assurer, communications suivies de réponses en forme d'interrogations, de controverses, voire de dissensus, formulées par des « répondants », membres de l'Université Toulouse 1 Capitole.